APPEL À REJOINDRE LE VILLAGE DE L'EAU À MELLE, DU 16 AU 21 JUILLET 2024

Alors que le Rassemblement National et le Nouveau Front Populaire sont au coude à coude à l'approche du second tour des élections législatives, une coalition de partis politiques, de syndicats, d'organisations ou de collectifs rappellent leur opposition aux méga-bassines et appellent à rejoindre le Village de l'Eau, du 16 au 21 juillet, à Melle (Deux-Sèvres), lors de la grande mobilisation internationale.

En ce mois de juillet 2024, la France est à un tournant. Après la dissolution de l'Assemblée Nationale, les appels à l'union ont fleuri dans nos organisations : "Front populaire", "Front antifasciste", "Réseau de résistance".

Depuis plusieurs années, le mouvement anti-bassines incarne une forme de résistance, il entretient un rapport de force face à la macronie et à l'agro-industrie. La lutte pour la défense des communs s'est intensifiée dans le Poitou, le Berry ou encore le Puy-de-Dôme – malgré une répression croissante et parfois brutale.

Avec l'organisation du "Village de l'Eau" courageusement accueilli par la commune de Melle du 16 au 21 juillet 2024, ce large mouvement politique, paysan, syndical et écologiste est à nouveau au rendez-vous. Il est indispensable de construire une résistance déterminée et de faire preuve d'une solidarité décuplée face aux ravages sociaux et écologiques que risque d'aggraver l'extrême droite en cas d'arrivée au pouvoir, à la suite du gouvernement Macron qui lui a déroulé le tapis rouge.

Le macronisme et le Rassemblement National n'ont pas que le vote de la loi immigration ou la casse sociale en commun, ils défendent tous deux le modèle agro-industriel, auquel nous nous opposons. Depuis 60 ans, sous couvert de "modernité" et de "productivité", ce modèle agricole et les politiques qui la promeuvent mettent en péril la survie des agriculteur·ices eux-mêmes, mais aussi la santé des habitant·es, des milieux naturels et des territoires ruraux. En permettant la concentration des terres ou des aides publiques et l'accaparement de l'eau par quelques gros producteurs, il condamne les autres et empêche le développement du modèle paysan et agro-écologique dont nous avons besoin.

Les agriculteur·ices, habitant·es, élu·es et militant·es qui défendent les territoires et les communs sont aujourd'hui désigné·es par le gouvernement comme ennemi·es intérieur·es, sont surveillé·es et réprimé·es pénalement ou physiquement – comme ce fût le cas à Sainte-Soline. Nous n'osons pas imaginer l'aggravation de la répression d'État et de la restriction des libertés fondamentales qu'imposerait un gouvernement RN. Nous n'osons pas imaginer les conséquences que cela aurait sur nos sœurs, mères, ami·es, sur les personnes racisées ou LGBTQIA+. Par sa domination sur les corps ou la "nature" et son implication historique dans les processus d'accaparement de l'eau, le fascisme est la pire réponse aux enjeux climatiques, sociaux, et aux menaces qui pèsent sur le vivant.

Il nous est impossible de subir cette violence quotidienne et de voir les derniers remparts de notre démocratie voler en éclats, sans résister. Nous pensons qu'une riposte massive à la hauteur de l'enjeu nécessite une coalition soudée, des actions complémentaires sur nos différents terrains et de l'organisation sur le temps long.

Le Village de l'Eau se propose ainsi d'être la première pierre de cet élan : un lieu de convivialité politique ancré dans le territoire, pour s'informer sur les luttes paysannes, écologistes et sociales en cours, se former à l'action collective, et échanger avec une foule de personnes aux cultures différentes, toutes engagées en faveur de la justice sociale et climatique.

À travers cet appel, nous, candidat·es ou élu·es nationaux ou locaux, partis politiques, syndicats, associations ou collectifs en lutte localement dans leurs territoires pour la défense des terres et des milieux naturels, appelons ainsi à rejoindre massivement le Village de l'Eau, à Melle (Deux-Sèvres), du 16 au 21 juillet 2024.

Nous rappelons notre opposition aux méga-bassines et notre volonté de voir advenir, sans attendre, un moratoire sur ces projets d'infrastructures. Nous nous engageons à entretenir le rapport de force partout où cela sera nécessaire : depuis les territoires menacés, dans les tribunaux, les médias, comme à l'Assemblée Nationale. Soyons au rendez-vous !

- **Contact :** collectif.bassines.non.merci@gmail.com
- **Formulaire pour signer :**
<https://cryptpad.fr/form/#/2/form/view/8Ym6Adc8nOI7jAJUfMWBaASeW9cgMeZLbgPLmtm4StQ/>